

Des ressources pour le BTS SP3S...

BC3 - CONTRIBUER À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LA STRUCTURE SUR LE TERRITOIRE EN VUE DE CONCEVOIR LES RÉPONSES ADAPTÉES AUX ENJEUX DE SOCIÉTÉ

POLITIQUES TRANSVERSALES : POLITIQUES DE COHÉSION SOCIALE POLITIQUE DE L'EMPLOI

Date de publication : Janvier 2024

Rédacteur : Lise ESNARD et Prosper TOE, enseignants de STMS des académies de Nantes et Lille

Ce dossier documentaire et pédagogique vise à accompagner les enseignants de STMS dans la préparation de leurs enseignements en BTS SP3S. Il ne vise pas à être exhaustif concernant le bloc de compétences 3 mais à proposer un certain nombre de ressources variées, utiles.

La forme des ressources est indiquée par différents symboles :



Article en ligne



Site



Rapport, dossier



Vidéo



Infographie



Base de données

SOMMAIRE

POLITIQUES TRANSVERSALES : POLITIQUES DE COHÉSION SOCIALE

POLITIQUE DE L'EMPLOI


2

1. NOTION DE POLITIQUE DE L'EMPLOI	p.3
2. SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE ET CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI	
2.1. Le poids économique de la France dans le monde	p.3
2.2. Données sur les caractéristiques de l'emploi en France	p.3
2.3. Données sur les caractéristiques des demandeurs d'emploi en France	p.4
3. LES DISPOSITIFS EN FAVEUR DES DEMANDEURS D'EMPLOI	p.5
4. LES PRESTATIONS EN ESPÈCES RELEVANT DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI	p.9
5. LA CONTRACTUALISATION DE L'AIDE : L'EXEMPLE DU DISPOSITIF DU RSA	p.9

POLITIQUES TRANSVERSALES : POLITIQUES DE COHÉSION SOCIALE POLITIQUE DE L'EMPLOI

1. NOTION DE POLITIQUE DE L'EMPLOI

3

 DARES (Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques), [Politiques de l'emploi](#).

Note de consultation : Cette page du site propose une définition de la notion de politique de l'emploi, notamment de la politique active vs la politique passive de l'emploi, illustrées à l'aide d'exemples.



Vie Publique. [Qu'est-ce qu'une politique d'"activation" des dépenses sociales ?](#) 16 octobre 2023.

Note de lecture : L'article présente la politique d'activation, en lien avec la politique de l'emploi, notamment le dispositif du revenu de solidarité active (RSA) et de la prime d'activité. En France, la politique d'activation vise à la fois les demandeurs d'emploi mais également, les travailleurs ayant des ressources modestes, afin de rendre le travail payant. L'article permet également de faire un lien avec la notion de contractualisation de l'aide.

2. SITUATION ÉCONOMIQUE ET CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI

2.1. Le poids économique de la France dans le monde



VILLIERS Claire. [Les plus grandes économies mondiales](#). Statista 30 janv. 2023.

Note de lecture : Cet article présente une infographie permettant de situer la France par rapport aux autres puissances économiques, à l'échelon mondial. L'article permet de situer le contexte économique de la politique de l'emploi.

2.2. Données sur les caractéristiques de l'emploi en France



PENICAUD Emilie. [Une photographie du marché du travail en 2022](#). Insee Première, n° 1941, 21 mars 2023.

Note de lecture : L'article présente différentes données relatives à l'emploi en France : la répartition des emplois selon l'âge, le statut d'emploi, le type de contrat, les catégories socioprofessionnelles et le temps partiel. Ces données peuvent être utilisées pour caractériser les emplois en France. Différentes définitions relatives aux notions d'emploi, de chômage, de population active sont également fournies.

Pistes d'exploitation pédagogique

Compétence 3.1 : Identifier les besoins et les demandes de populations sur un territoire

Savoirs associés : Analyse de la demande et du besoin des publics ; politiques sanitaires, sociales et dispositifs aux différents échelons

Les ressources des points 1 et 2, ci-dessus peuvent être utilisées en TD pour répondre à différents objectifs pédagogiques. Elles permettent de :

- Situer le poids économique du territoire national par rapport aux autres puissances économiques ;
- Analyser les différents types d'interventions qui relèvent de la politique de l'emploi, avec d'une part les mesures qui relèvent d'une politique passive de l'emploi et d'autre part d'une politique active de l'emploi ;
- Caractériser la structure des emplois en France, au regard de critères comme le statut d'emploi, la catégorie socioprofessionnelle, le type de contrat et le niveau de qualification, la quotité de travail.

L'exploitation de ces ressources permet ainsi d'analyser les besoins en matière d'emploi, au regard de la dynamique de l'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle. Les emplois de cadres et les professions intermédiaires représentent eux seuls, près de la moitié des emplois salariés sur le territoire national.

2.3. Données sur les caractéristiques des demandeurs d'emploi en France



Pôle Emploi. [Chômage et demandeurs d'emploi](#).

Note de consultation : Base de données permettant de **caractériser les demandeurs d'emploi**, à l'échelon national, régional ou départemental, selon différentes caractéristiques comme le sexe, l'âge, le niveau de formation, le niveau de qualification, les bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité, l'ancienneté d'inscription comme demandeur d'emploi, les bénéficiaires de l'obligation d'emploi... Dans le cadre de TD, la base de données permet d'exporter vers un tableur, les différentes données, pour faciliter le calcul en valeur relative, ce qui permet de développer également des compétences numériques.

Pistes d'exploitation pédagogique

Compétence 3.1 : Identifier les besoins et les demandes de populations sur un territoire

Savoir associé : Analyse de la demande et du besoin des publics

La base de données comporte des données officielles fiables et actualisées sur les demandeurs d'emploi utiles pour la construction d'activités pédagogiques.

Elle permet de :

- Filtrer les données relatives aux demandeurs d'emploi selon différents critères comme l'âge, le niveau de qualification, le niveau de formation, les bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité, l'ancienneté d'inscription (durée de chômage), les bénéficiaires de l'obligation d'emploi...
- Circonscrire l'analyse de ces données à un territoire régional, départemental ou communal de son choix.

Elle permet ainsi de développer les compétences d'analyse des besoins :

- d'un territoire de son choix en matière d'emploi, comparé au territoire national ou à un autre territoire ;
- d'un public de demandeurs d'emploi (*jeunes de moins de 25 ans, bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité, bénéficiaires de l'obligation d'emploi au titre du handicap*) d'un territoire donné.

L'exploitation de la base de données permet également de développer des **compétences transversales dans l'utilisation du numérique**, notamment d'un tableur, en lien avec la certification Pix. En effet, les

résultats bruts issus du filtre des données sont en valeur absolue, peu propices pour des comparaisons. Un onglet permet leur exportation vers un tableur, ce qui permet de transformer les données brutes en des valeurs relatives ou moyennes, pour des comparaisons entre différents territoires ou différents publics.



INSEE. [Catégories de demandes d'emploi établies par arrêté](#). 7 juin 2023.

Note de lecture : L'article fournit une définition de la notion de demandeur d'emploi et présente les différentes catégories de demandeurs d'emploi.

Les **demandeurs d'emploi** sont inscrits à Pôle emploi selon 5 catégories : A, B, C, D et E.



INSEE. [Chômeur / Personne au chômage \(au sens du Bureau International du Travail \(BIT\)\)](#). 7 juin 2023.

Note de lecture : La page du site fournit une définition la notion de **chômeur** au sens du Bureau International du Travail (BIT).

3. LES DISPOSITIFS EN FAVEUR DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FRANCE



[France Travail](#).

Note de consultation : La page du site décrit les missions de Pôle emploi, le service public de l'emploi en France, ainsi que son rôle en faveur des demandeurs d'emploi d'une part, et d'autre part, des entreprises dans leurs recrutements.

NB : Pôle emploi a été remplacé par France Travail, à partir du 1^{er} janvier 2024.



Vie Publique. [Loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi](#). 19 décembre 2023.

Note de lecture : La loi du 18 décembre 2023 prévoit la création de France Travail, en remplacement de Pôle Emploi, à partir du 1^{er} janvier 2024.

Le texte prévoit

- une inscription généralisée des demandeurs d'emploi auprès de l'opérateur France Travail (*demandeurs d'emploi qui relevaient de Pôle emploi, demandeurs du revenu de solidarité active, jeunes demandant un accompagnement auprès des missions locales, personnes handicapées sollicitant un accompagnement auprès de Cap emploi*) ;
- un diagnostic global de la situation de chaque demandeur d'emploi, suivant un référentiel partagé ;
- un contrat d'engagement unifié comportant un plan d'action pour chaque demandeur d'emploi.

L'objectif sera de :

- proposer un meilleur accompagnement à toutes les personnes qui ne sont pas capables de retrouver seules un emploi ;
- renforcer l'accompagnement des entreprises dans leurs processus de recrutement ;
- réduire le chômage autour de 5% d'ici 2027.

La transformation de Pôle emploi en France Travail s'accompagne également de la construction d'un réseau France travail, réunissant l'opérateur France Travail, l'État, les collectivités locales, les missions locales et Cap emploi.



Vie Publique. [Pôle emploi devient France travail en 2024](#). 24 avril 2023.

Note de lecture : Cet article décrit une préfiguration de l'évolution du service public de l'emploi. Pôle emploi devient France travail, à partir de du 1er janvier 2024. L'ambition de France travail est d'améliorer l'efficacité des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi et de contribuer à l'objectif de plein emploi en France, en limitant l'émiettement des acteurs, des procédures, les ruptures de parcours, les surcharges administratives....

La création de France Travail répond à un double constat. Malgré un chômage en baisse, des personnes peinent à trouver du travail d'une part et d'autre part, des entreprises peinent à recruter.

La transformation de Pôle emploi en France travail s'accompagne également de la construction d'un réseau France travail, réunissant l'État, les collectivités territoriales et les partenaires sociaux.

6



BOURGUIGNON Brigitte, VIOSSAT Louis-Charles, MEJANE Julien. [Comparaison des services publics de l'emploi de différents pays européens](#). Rapport, IGF, IGAS, février 2023, 438 p.

Note de lecture : L'IGAS propose une étude complète des services publics de l'emploi (SPE) de différents pays. Celle-ci permet d'identifier de bonnes pratiques permettant d'inspirer le SPE français. Cinq thèmes sont approfondis reflétant les principaux axes d'amélioration du système français : la coordination des acteurs, le diagnostic initial de la situation des demandeurs d'emploi, les modalités de leur accompagnement, le contrôle de la recherche d'emploi et l'offre de services aux entreprises.

Extrait de la présentation : « *Le rapport conjoint de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et de l'Inspection générale des Finances (IGF) propose une comparaison du service public de l'emploi (SPE) dans cinq pays et régions d'Europe (Allemagne, Catalogne, Danemark, Flandre et Suède) identifie les bonnes pratiques internationales utiles au projet de France Travail.* »

Exploitation pédagogique envisageable

Compétence 3.1 : Identifier les besoins et les demandes de populations sur un territoire

Savoirs associés : Analyse de la demande et du besoin des publics, relation entre offre et demande ; politiques sanitaires, sociales et dispositifs aux différents échelons

Ce dossier facilite une comparaison des différents modèles de SPE (Services publics de l'emploi) tant en termes d'organisation que de périmètre, de compétences des acteurs publics. A titre d'exemple, l'étudiant peut être amené à comparer le taux d'emploi, de chômage, la durée maximale d'indemnisation, le maximum de l'allocation mensuelle pour un demandeur d'emploi.



Ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion. [Insertion par l'activité économique](#).

Extrait de l'article : "L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion sociale et professionnelle par le biais de contrats de travail spécifiques. "

Note de lecture : Le site du Ministère présente différentes structures d'IAE et un rapport intitulé "[Pacte d'ambition pour l'insertion par l'activité économique - Permettre à chacun de trouver sa place](#)" (2019, 122 p.). Ce rapport présente des données concernant les chiffres l'IAE, le parcours d'insertion, les moyens financiers alloués à l'inclusion par l'activité économique, le rôle du Conseil de l'Inclusion dans l'Emploi.



[Les entreprises s'engagent.](#)

Note de consultation : Le site « Les entreprises s'engagent » regroupe une communauté française d'entreprises de toutes tailles, engagées pour une société inclusive et un monde durable, initiée par le Président de la République en 2018.

La mission des entreprises engagées :

« - Fédérer, sur l'ensemble du territoire, les entreprises – ainsi que les grands réseaux d'entreprises et partenaires – qui œuvrent pour une société inclusive et un monde durable.

- Créer des espaces de coopération entre l'Etat et les entreprises pour accompagner le passage à l'action en offrant les outils et les moyens permettant à chacun d'agir à son échelle.

- Valoriser les entreprises qui s'engagent, leurs bonnes pratiques et les actions innovantes qu'elles développent. »

Les entreprises membres des clubs départementaux s'impliquent dans des actions concrètes en faveur des publics rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle : embaucher un jeune en apprentissage, devenir mentor, recruter une personne en situation de handicap, s'engager pour l'emploi des seniors, renforcer le lien entre l'école et l'entreprise.

En retour de leur engagement, les entreprises valorisent leur image d'entreprise citoyenne.

7



Nord services. [Accompagnement des allocataires du Revenu de Solidarité Active \(RSA\).](#)



Nord info – Les vidéos. [59 secondes pour comprendre le fonctionnement d'une MDIE.](#) YouTube, 10 octobre 2019, 1 min.

Note de consultation et de visionnage : Les Maisons Nord Emploi (initialement appelées Maisons Départementales d'Insertion et de l'Emploi) sont des structures d'accompagnement des allocataires du RSA, mises en place par le département du Nord, en complément de l'accompagnement de Pôle Emploi.

Leur mission est

- d'accueillir les allocataires du RSA pour mettre en œuvre leur parcours d'insertion ;

- de développer les compétences des bénéficiaires du RSA, afin de les rendre compétitifs sur le marché de l'emploi, à travers des actions de coaching, d'accompagnement social et professionnel.



Mission Locale Lille Avenir. [Emploi.](#)

Note de lecture : Cette page du site présente les missions de la structure au service des jeunes, des employeurs.



Mission locale Lille Avenir. [Présentation de la Mission Locale Lille Avenir.](#) 2'39.

Note de visionnage : ce support vidéo présente le rôle des Missions locales, en faveur des jeunes, dans différents domaines de la vie.



Cap Emploi Lille Métropole Douais. [Notre Cap Emploi.](#)

Note de lecture : Cet article décrit les missions d'un service local Cap Emploi. Les Caps emplois, créés en 2000, développent une expertise dans l'accompagnement et la construction de parcours pour des publics qui nécessitent un accompagnement spécialisé et renforcé compte tenu de leur handicap.



Nord services. [Accompagnement des allocataires du Revenu de Solidarité Active \(RSA\)](#).

Note de lecture : Cet article décrit un dispositif départemental d'accompagnement vers l'emploi des allocataires du RSA, en complément de celui de Pôle Emploi.



[Territoires zéro chômeur de longue durée](#).



Territoires zéro chômeur de longue durée. [Présentation du projet Territoires zéro chômeur de longue durée](#). YouTube, 1^{er} octobre 2019, 4'20.



Territoires zéro chômeur de longue durée. [Territoires](#).

Note de consultation : Le site comporte des supports vidéos qui présentent le dispositif Zéro chômeur de longue durée ainsi que les dispositifs locaux, selon les territoires.



[La fabrique de l'emploi](#).



[La Pioche](#).

Commentaire : Exemples de structure locale Territoires zéro chômeur de la Métropole Européenne de Lille.



MEGGLE Caroline. [Territoires zéro chômeur de longue durée : l'expérimentation se déploie dans toute la France](#). Banques des territoires, 18 avril 2023.

Note de lecture : L'article dresse :

- un bilan positif du déploiement du dispositif Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) depuis 2016 ;
- un état des lieux des enjeux du déploiement, à l'échelle nationale et locale.

Il présente les perspectives d'évolution du dispositif pour les années à venir.

Des expérimentations similaires sont en cours en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas et en Italie.



Fédération des acteurs de la solidarité. [Colloque emploi de la FAS Normandie - Témoignages de personnes accompagnées en Insertion par l'activité économique à Rouen et Cherbourg](#) YouTube, 26/10/2023, 8 min 39.

Note de visionnage : Cette vidéo propose un retour sur le Colloque emploi en FAS Normandie. Plus d'une centaine de participant.es étaient réuni.es les 9 et 10 octobre sur la thématique de « L'emploi d'abord, quelles réalités pour les personnes les plus vulnérables ». Invité au colloque, le Conseil du Haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises est revenu sur le projet de loi Plein Emploi et la mise en œuvre de France Travail. Les tables-rondes et conférences ont porté notamment sur la condition des chômeurs.euses, la création de dispositifs en amont de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE). Cette vidéo permet de donner la parole aux personnes en insertion.



Sève emploi. [Insertion et retour à l'emploi durable, Impact de SEVE Emploi. Chiffres-clés de l'évaluation externe](#). Septembre 2023, 12 p.

Présentation de Sève emploi : « La phase « expérimentation » du programme SEVE Emploi a été lancée en 2016 par la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) pour faire de l'insertion par l'activité économique (IAE), un outil de lutte contre le chômage de longue durée. Un rapport d'évaluation de la démarche, à la suite de son essaimage, vient d'être publié. »

9

4. LES PRESTATIONS EN ESPÈCE RELEVANT DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI



UNEDICTV. [Quelles sont les conditions pour avoir droit aux allocations chômage ?](#) 16 mars 2022



UNEDICTV. [Quelles sont les conditions pour bénéficier des allocations chômage ?](#) YouTube, 15 mars 2022, 9'06



CAF. [Tout comprendre sur le revenu de solidarité active](#).



Allocations familiales. [Tout savoir sur la Prime d'activité](#). YouTube, 22 janvier 2019, 2'59.

Note de consultation : Les ressources ci-dessus comportent une présentation de différentes prestations en espèce qui relèvent de la politique de l'emploi, ainsi que les conditions d'attribution de ces prestations : allocations chômage, RSA, prime d'activité.

5. LA CONTRACTUALISATION DE L'AIDE : L'EXEMPLE DU DISPOSITIF DU RSA



Nord info. [Tout ce qu'il faut savoir sur le RSA](#). 15 novembre 2022.

Note de lecture : L'article présente le dispositif du Revenu de Solidarité Active, le parcours d'insertion et le contrat d'engagement réciproque, en vue d'une insertion sociale et professionnelle durable.



Département des Bouches-du-Rhône. [Le contrat d'engagement réciproque](#). YouTube, 27 mars 2023, 2'11.

Note de consultation : La vidéo présente le principe du contrat d'engagement réciproque, les droits et les devoirs qui y sont associés.



Département de l'Ain. [Bénéficiaires du Revenu de solidarité active \(RSA\) : Connaître vos droits et devoirs](#). Mis à jour le 3 août 2023.

Note de lecture : L'article présente le principe du contrat d'engagement réciproque, ainsi que les droits et les devoirs liés à l'engagement individuel du bénéficiaire du RSA.



LEROY Manon. [La petite histoire des minima sociaux par le prisme du RSA](#). La 27^e Région, 20 septembre 2023

Note de consultation : Le site propose un exercice de « la petite histoire d'une grande politique publique ». De nombreux acteurs associatifs et institutionnels se sont rassemblés pour leurs expertises sur le sujet. Disposant de nombreuses ressources explorées collectivement, ils ont ainsi remis en perspective plus de 80 ans d'histoire des minima sociaux, donnant lieu à l'élaboration d'une frise de 1945 à 2023 (des premières allocations ciblées, au chômage de masse, du RMI au RSA, aux débats contemporains : réformer, expérimenter).

Extrait de la présentation : « Dans quels contextes sont nés les premiers minima sociaux en France ? Quels en étaient les intentions et instruments politiques ? Comment le contexte du chômage et des inégalités sociales a-t-il impacté le RMI, puis le RSA, et leurs objectifs ? Quelles ont été les voies explorées à l'occasion des réformes successives ? Comment mieux comprendre la période actuelle au regard de cet éclairage historique ? »



LEANDRI Noam, MADEC Pierre. [Pour une revalorisation anticipée des minima sociaux](#). Fondation Jean Jaurès

Introduction de l'article : « Les minima sociaux ont été revalorisées de 1,6% en avril 2023 alors que l'inflation devrait s'établir autour de 5% cette année. Dans cette note, Noam Leandri, président du collectif ALERTE, et Pierre Madec, économiste à Sciences Po, soulignent que la perte de pouvoir d'achat des allocataires de minima sociaux pourrait faire basculer 200 000 personnes dans la pauvreté jusqu'à la revalorisation d'avril 2024. »

Note de lecture : Cet article permet de mettre en évidence, au travers de différents graphiques, en quoi un retard de revalorisation risque de faire basculer des milliers de familles dans la pauvreté. Une anticipation de cette revalorisation permettrait d'éviter une perte de pouvoir d'achat des ménages pauvres qui explique notamment la demande croissante d'aide alimentaire actuelle.



METAIS Thibaud. [A Marseille, où le conditionnement du versement du RSA est expérimenté : « On ne va pas vous demander de travailler gratuitement »](#). Le Monde, 11 octobre 2023.

Introduction de l'article : « Les quinze heures d'activité hebdomadaire imposées aux bénéficiaires du RSA sont expérimentées dans plusieurs départements. Avec une volonté de rassurer les publics désormais soumis à cet accompagnement obligatoire. »



DUVERGER Timothée, GERMAIN Thierry. [Revenu d'autonomie : faire le choix d'un autre modèle !](#) Rapport, Fondation Jean Jaurès, 12 avril 2023.

Introduction de l'article : « Alors que le gouvernement souhaite expérimenter le RSA conditionné, Timothée Duverger et Thierry Germain, respectivement co-directeur et membre de l'Observatoire de l'expérimentation et l'innovation locales de la Fondation, proposent un autre modèle, celui du revenu d'autonomie. Il pourrait reposer sur cinq piliers : l'inconditionnalité, le versement automatique, l'ouverture aux jeunes, l'augmentation du RSA et la garantie d'emploi. Ce revenu d'autonomie permettrait de restaurer la valeur du travail et de repenser notre modèle social. »

Note de lecture : Cet article propose une large réflexion basée notamment sur l'importance de l'attribution d'un revenu basé sur la participation citoyenne aboutissant ainsi à une proposition de loi d'expérimentation d'un revenu de base. Il y a l'idée de passer d'un revenu d'assistance octroyé sous condition à un véritable revenu d'autonomie.

Pistes d'exploitation pédagogique

Compétences 3.2 : Identifier la place de la structure dans la déclinaison des politiques publiques

3.3 : Participer à la mise en place de réponses adaptées à un type de public

Savoirs associés : Politiques sociales et dispositifs aux différents échelons ; établissements sociaux et réseaux ; diversité des prestations et services ; accès aux prestations, offres de services

Les ressources proposées ci-dessus, pourront être utilisées comme des supports de TD pour développer chez les étudiants des compétences d'analyse des prestations et des services, en réponse aux différents besoins des demandeurs d'emploi d'un territoire.

Les ressources proposées permettent d'analyser la diversité et la complémentarité des prestations et des services proposés à l'échelle d'un territoire, en faveur des demandeurs d'emploi.

L'exploitation de ces ressources permet également d'appréhender le caractère transversal de la politique de l'emploi, incluant la protection sociale, la formation, la mobilité.

Les ressources proposées peuvent être utilisées afin d'analyser la politique d'activation des dépenses sociales, dans le cadre de la politique de l'emploi. Ainsi, le dispositif de la prime d'activité, en faveur des actifs en emploi qui ont des revenus modestes, favorise le maintien dans l'emploi ou l'occupation d'un emploi même faiblement rémunéré. En cela, la politique d'activation participe à la politique de l'emploi.